

F. 97 — 747

[C - 31082]

20 FEVRIER 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant le règlement de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées; notamment l'article 4, modifié par le décret du 20 juillet 1988;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'avis du Conseil Consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 24 octobre 1996;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française, le 19 décembre 1996, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 20 janvier 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'impérieuse nécessité de déterminer le contenu des formations des directeurs de maisons de repos pour personnes âgées;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 40 du règlement de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993, fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le cycle de cours de 500 heures minimum pour les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur et le cycle de 250 heures minimum pour les titulaires d'au moins un diplôme d'enseignement supérieur de type long ou de type court de plein exercice, visés au § 1^{er} doit porter sur les matières suivantes :

1^o a) Législation :

- Organisation générale de la santé publique
- Organisation et fonctionnement de la sécurité sociale
- Eléments de droit civil
- Eléments de droit commercial
- Eléments de droit public
- Droit du travail
- Financement des maisons de repos
- Législations relatives aux maisons de repos et aux maisons de repos et de soins
- Législations relatives aux personnes âgées (pensions, Inami, CPAS)
- Législation relative à la protection contre l'incendie
- Législations relatives à la protection des biens et des droits des personnes

2^o b) Connaissance de la personne âgée :

- Vieillesse de la population et évolution socio-démographique
- Mécanismes du vieillissement
- Approche psychologique de la personne âgée et psychogériatrie
- Principales pathologies des personnes âgées
- Traitements, soins et soins palliatifs
- Diététique des personnes âgées

3^o c) Gestion d'une maison de repos :

- Principes généraux du droit comptable et fiscal
- Gestion comptable et financière
- Gestion du personnel et des ressources humaines
- Relations avec les organismes assureurs et les CPAS

- Relations avec la famille et avec les équipements d'aide extérieurs à l'établissement
- Conception d'un projet de vie avec les résidents
- Animations, loisirs, activités culturelles et sportives
- Politique de relations publiques avec l'environnement, en ce compris l'hygiène du milieu

La répartition des heures de cours entre les trois thèmes mentionnés doit être équilibrée.

Le Collège peut dispenser le directeur d'une ou de plusieurs des matières visées au présent paragraphe en fonction de la formation déjà acquise sur cette ou ces matières ».

2° Les paragraphes suivants sont ajoutés :

« § 3. Après avis de l'Administration et du Conseil consultatif, le Collège peut dispenser le directeur d'une partie de la formation si celui-ci est porteur d'un titre de l'enseignement supérieur en rapport avec la fonction et reprenant les matières visées au présent article.

§ 4. Après avis de l'Administration et du Conseil consultatif, le cycle de cours visé au présent article est agréé par le Collège s'il comprend, à l'issue du cycle, l'organisation d'une épreuve portant sur les connaissances et les aptitudes des candidats directeurs.

La réussite de ce cycle doit être sanctionnée par une attestation certifiant également de leur assiduité au cycle de cours.

§ 5. Les formations reconnues en Région wallonne, à la Communauté française, conformément à l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1990 relatif au niveau minimum de connaissances utiles à la gestion de maisons de repos pour personnes âgées et à la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, conformément à l'arrêté ministériel du 31 juillet 1996 déterminant le contenu des formations que les directeurs des établissements hébergeant des personnes âgées doivent suivre, sont reconnues de plein droit par le Collège. »

Art. 3. L'article 42 du règlement fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées est complété par le § suivant :

« § 3. Le recyclage de 60 heures doit porter sur les matières suivantes :

- Elements de droit civil
- Droit du travail
- Législations relatives aux maisons de repos et aux maisons de repos et de soins
- Législations relatives à la protection des biens et des droits des personnes
- Vieillesse de la population et évolution socio-démographique
- Approche psychologique de la personne âgée et psychogériatrie
- Principales pathologies des personnes âgées
- Gestion comptable et financière
- Gestion du personnel et des ressources humaines
- Relations avec la famille et avec les équipements d'aide extérieurs à l'établissement.

La répartition des heures de cours entre ces matières doit être équilibrée.

Ce recyclage est organisé selon les modalités visées à l'article 40, § 4. »

Art. 4. L'article 39 du règlement fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées est complété par les alinéas suivants :

« Le programme de formation continuée peut porter sur deux journées non consécutives pour une même année.

Ce programme a pour objet une adaptation régulière aux situations nouvelles qui se posent dans les matières visées à l'article 40, § 2.

Les activités de formation continuée se concrétisent sous forme de conférences, de journées d'études, de séminaires, de colloques ou de congrès. Elles doivent être organisées par et avec des organismes et des personnes connaissant les besoins des directeurs d'établissement auxquelles les activités se rapportent.

Pour pouvoir être agréé, le programme de formation continuée doit avoir une durée minimale d'une journée. Il doit spécifier le début et la fin de chaque activité, le nom et qualification du ou des formateurs.

Est dispensé de la formation continuée le directeur qui fournit la preuve d'une inscription et du suivi régulier d'une formation de l'enseignement universitaire ou supérieur de type long ou de type court liée aux matières visées à l'article 40, § 2. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le membre du Collège, compétent pour l'Aide aux personnes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 février 1997.

Par le Collège,
Ch. PICQUE,
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes.
H. HASQUIN,
Président du Collège.

VERTALING

N. 97 — 747

[C - 31082]

20 FEBRUARI 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden; inzonderheid op het artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988;

Gelet op de verordening van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Gezondheid en Welzijnzorg, gegeven op 24 oktober 1996;

Gelet op de bespreking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 december 1996 over het verzoek om advies binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State van 20 januari 1997, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is de inhoud van de opleidingen van de directeurs van rustoorden voor bejaarden te bepalen;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit artikel regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. De volgende wijzigingen moeten worden aangebracht aan artikel 40 van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2 De lessencyclus van minstens 500 uur voor de houders van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs en de cyclus van minstens 250 uur voor de houders van ten minste een diploma van het hoger voltijds onderwijs van het lange of korte type, bedoeld in § 1, moet de volgende materie omvatten :

1° a) Wetgeving :

- Algemene organisatie van de Volksgezondheid
- Organisatie en werking van de sociale zekerheid
- Grondslagen van het burgerlijk recht
- Grondslagen van het handelsrecht
- Grondslagen van het publiek recht
- Arbeidsrecht
- Financiering van de rustoorden
- Wetgeving betreffende de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen
- Wetgeving betreffende de bejaarden (pensioenen, Riziv, OCMW)
- Wetgeving betreffende de brandbestrijding
- Wetgeving betreffende de bescherming van goederen en rechten van personen

2° b) Kennis van de bejaarde :

- Vergrijzing van de bevolking en socio-demografische evolutie
- Vergrijzingsmechanismen
- Psychologische aanpak van de bejaarde en psychogeriatric
- Voornaamste pathologieën van bejaarden
- Behandelingen, verzorging en palliatieve zorg
- Dieet van bejaarden

3° c) Beheer van een rustoord :

- Algemene beginselen van het fiscaal en boekhoudkundig recht
- Financieel en boekhoudkundig beheer
- Personeelsbeheer en human resources management
- Betrekkingen met de verzekeringsinstellingen en de OCMW's
- Betrekkingen met het gezin en met de hulpuitrusting van buiten de instelling
- Uitwerking van een levensplan met de inwonenden

- Animatie, vrijetijdsbesteding, sportieve en culturele activiteiten
- Public relations in verband met de omgeving, ondermeer de netheid van de leefomgeving

De verdeling van de lessen tussen de drie voornoemde thema's moet evenwichtig zijn.

Het College kan de directeur vrijstellen van een of meerdere materies uit de voornoemde paragraaf, afhankelijk van de opleiding die hij over die materie(s) reeds heeft genoten.

2° De volgende paragrafen worden toegevoegd :

« § 3. Na advies van het Bestuur en van de Adviesraad kan het College de directeur vrijstellen van een deel van de opleiding indien laatstgenoemde houder is van een diploma van het hoger onderwijs dat betrekking heeft op de functie en waarin de materies bedoeld in dit artikel zijn vervat.

§ 4. Na advies van het Bestuur en van de Adviesraad wordt de lessencyclus, zoals bedoeld in dit artikel, door het College erkend indien aan het einde ervan een proef over de kennis en bekwaamheid van de kandidaat-directeurs wordt georganiseerd.

Het welslagen van deze cyclus moet worden bekrachtigd met een getuigschrift dat eveneens een bewijs vormt van hun regelmatige aanwezigheid tijdens de lessencyclus.

§ 5. De opleidingen die zijn erkend in het Waalse Gewest, in de Franse Gemeenschap overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1990 betreffende het minimum aan kennis voor het beheer van rustoorden voor bejaarden, en in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig het ministerieel besluit van 31 juli 1996 tot vaststelling van de inhoud van de opleidingen die moeten worden gevolgd door de directeurs van de instellingen voor bejaarden, worden van rechtswege erkend door het College. »

Art. 3. Artikel 42 van de verordening tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen, wordt aangevuld met de volgende § :

« § 3. De herscholing van 60 uur moet de volgende materies omvatten :

- Grondslagen van burgerlijk recht
- Arbeidsrecht
- Wetgeving betreffende de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen
- Wetgeving betreffende de bescherming van goederen en rechten van personen
- Vergrijzing van de bevolking en socio-demografische evolutie
- Psychologische aanpak van de bejaarde en psychogeriatric
- Voornaamste pathologieën van bejaarden
- Financieel en boekhoudkundig beheer
- Personeelsbeheer en human resources management
- Betrekkingen met het gezin en met de hulpuitrusting van buiten de instelling

De verdeling van de lessen tussen die materies moet evenwichtig zijn.

De herscholing wordt georganiseerd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 40, § 4. »

Art. 4. Artikel 39 van de verordening tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het navormingsprogramma kan twee niet opeenvolgende dagen beslaan voor eenzelfde jaar.

Dit programma is gericht op een regelmatige aanpassing aan nieuwe situaties in verband met de materies bedoeld in artikel 40, § 2.

De navormingsactiviteiten vertalen zich in de praktijk als conferenties, studiedagen, seminars, colloquia of congressen. Ze moeten georganiseerd worden door en samen met de instanties en de personen die de behoeften kennen van de directeurs van de instellingen die aan de activiteiten deelnemen.

Om te worden erkend moet het navormingsprogramma minstens een dag duren. Het begin en einde van elke activiteit, de naam en bekwaming van de leerkracht(en) moeten aangegeven zijn in het programma.

Wordt vrijgesteld van de navorming de directeur die bewijs levert dat hij ingeschreven is en regelmatig een opleiding volgt in het universitair onderwijs of in het hoger onderwijs van het lange of korte type en die verband houdt met de materies bedoeld in artikel 40, § 2. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Het lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 februari 1997.

Namens het Collegé,
Ch. PICQUE,
Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.
H. HASQUIN,
Voorzitter van het College.